

et les autres moyens publics d'information aux États-Unis et au Canada ont créé l'impression que tout ne tourne pas rond entre les chefs des deux pays. Aussi, aux États-Unis on n'a pas une trop bonne opinion du Canada. Je suis certain que tous ceux d'entre nous qui ont des amis ou des parents aux États-Unis en entendent parler.

Comme je l'ai déjà mentionné, la Société Radio-Canada, dans l'importante affaire du Vietnam, donne certes à tous ceux qui captent ses émissions aux États-Unis, que c'est la très grande majorité des Canadiens qui désapprouvent la politique du gouvernement américain. Il peut bien en être ainsi de certains Canadiens mais, je le répète, la grande majorité des Canadiens ne désapprouvent pas la ligne de conduite du gouvernement des États-Unis à ce sujet. Mais, je le répète, les Américains qui écoutent les programmes de Radio-Canada et les commentateurs des affaires publiques ne pourraient certainement avoir d'autre impression.

● (4.20 p.m.)

J'aimerais revenir à la question de la République dominicaine. Tout d'abord, nous devrions déterminer quelle est la position du gouvernement du Canada relativement à l'occupation partielle de la République dominicaine par les États-Unis. Comme je l'ai mentionné, nous devrions déterminer quelle est la position du gouvernement relativement à la politique américaine. Deuxièmement, bien que nous connaissions tous la susceptibilité de l'Amérique latine à cet égard, je dirais au premier ministre que nous devrions peut-être souscrire à la politique actuelle des États-Unis, notamment en ce qui a trait à une force de l'Organisation des États américains qui remplacerait les troupes américaines dès que faire se pourrait. En somme, comme le sort du Vietnam du Sud a certaines répercussions sur les pays du Sud-Est asiatique et sur leur avenir par suite de la politique particulière des États-Unis, ainsi en est-il pour la République dominicaine. Toutefois, la République dominicaine est plus près de chez nous—de fait, elle est à notre porte—et les événements qui y prennent place peuvent avoir un effet immédiat non seulement sur la sécurité des États-Unis, mais aussi sur notre propre sécurité. Je dis cela parce que, s'il arrivait quelque chose aux États-Unis—ne nous faisons aucune illusion à cet égard—combien de temps tiendrions-nous? Je suis d'avis que ce ne serait pas longtemps, monsieur l'Orateur. N'oublions pas que notre avenir est en jeu à nous aussi. C'est très bien d'avoir de nobles

idées, sur lesquelles la plupart d'entre nous, j'en suis sûr, seraient d'accord si elles étaient réalistes et pouvaient être mises à exécution, mais le fait est que les agents communistes qui sont aux Antilles et en Amérique latine et qui viennent de Cuba sont sans doute tout à fait prêts à s'infiltrer dans d'autres pays. Pendant que nous discutons de cette question dans les journaux, à la Chambre des communes, au Congrès ou ailleurs, ces gens interviennent et prennent la direction des affaires. C'est notre sort qui se joue en ce moment là-bas. Nous n'aurions pas l'occasion de parler de cette affaire dans un salon confortable ou dans cette enceinte, monsieur l'Orateur, si les communistes envahissaient le pays; ne l'oublions pas!

Le dernier article qui exige certaines explications, c'est la question de nos relations avec la République française. Depuis quelque temps, un certain nombre d'incidents bizarres se sont produits, semble-t-il, dans nos relations avec ce pays. A cet égard, je signale, tout d'abord, les présumées activités qu'ont exercées certains membres du personnel de l'Ambassade de France au Canada lorsqu'il a été question pour Air-Canada d'acheter un certain type d'avion, il y a à peu près un an. L'affaire a été beaucoup discutée en public. Si j'ai bonne mémoire, monsieur l'Orateur, à ce moment-là, le problème qui se posait était de savoir si Air-Canada devait acheter un nouveau moyen-courrier à réaction des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la France, dans ce dernier cas, l'avion étant la Caravelle. On a prétendu à cette époque, dans les journaux et ailleurs, que certains représentants officiels, haut placés, de l'Ambassade de France ici, avaient tenté, pour le moins, d'exercer une influence auprès des étudiants de Montréal pour qu'ils organisent des manifestations en vue d'appuyer l'achat de la Caravelle. Cela semble, de la part de membres du personnel d'une ambassade, un comportement assez étrange. La France est un pays ami et non seulement un pays ami, mais un pays allié. Or, ces allégations n'ont pas été niées.

Je voulais aussi dire un mot d'un événement fort étrange remontant à octobre 1964. A l'époque, j'avais posé une question au premier ministre et ce dernier avait promis de se renseigner, mais nous n'en avons plus entendu parler depuis. Je vais donc lui rafraîchir la mémoire. Il s'agissait du compte rendu publié le 5 octobre dernier dans le *Citizen*, d'Ottawa, au sujet de l'allocation prononcée par le député français du Loiret, un certain Xavier